

L'économie sociale à

Laval

en 2022

Population de la région
443 792

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ²	
Nombre approximatif de personnes administratrices ³	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ⁴ de 2 M\$ ou plus	

Laval¹

L'économie sociale
dans l'ensemble
du Québec

320	11 360
270	8 710
40	2 420
10	240
18,2 %	12,4 %
274 870	11 468 540
2 140	81 250
50	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ⁵	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ⁶	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+7,8}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ⁸	
Personnes issues d'une minorité visible ⁸	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ⁸	

5 160	248 470
49,9 %	46,1 %
19,0 %	14,0 %
216,3 M\$	14,2 G\$
69,4 %	70,1 %
24,6 % *	17,0 %
74,2 %	62,9 %
47,5 %	42,2 %
16,3 %	19,8 %
1,0 % *	2,9 %
16,2 %	9,5 %
4,7 % *	3,6 %

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Il s'agit généralement de la région administrative où se situe le siège social de l'entreprise.

2. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.

3. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.

4. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

5. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

6. Les dépenses en matière de rémunération incluent les sommes versées par les filiales détenues directement par les entreprises.

7. Le terme « femmes+ » réfère aux femmes et à certaines personnes non binaires. Les personnes non binaires, soit celles dont le genre se situe en dehors du modèle binaire masculin-féminin, ont en effet été réparties entre les hommes et les femmes pour des raisons de confidentialité et de qualité.

8. Les estimations concernant l'appartenance à certains groupes reposent sur la connaissance ou la perception qu'en a une tierce personne. En effet, comme les personnes concernées n'ont pas été interrogées dans le cadre de l'enquête, ce ne sont pas elles qui ont indiqué appartenir à ce groupe. Compte tenu de ces limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Laval¹ et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ²	315,7 M\$	212,7 M\$	528,4 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	37,2 %	x	x	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	55,8 %	x	x	8,5 %
Actifs ²	x	x	8 622,1 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ²	276,7 M\$ *	79,1 M\$ **	355,8 M\$ *	16,0 G\$

x Donnée confidentielle.
* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.
1. Il s'agit généralement de la région administrative où se situe le siège social de l'entreprise.
2. La valeur des revenus, des actifs et des propriétés inclut celle des filiales détenues directement par les entreprises.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- À Laval, environ la moitié (47 %) des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (29 %) ou régionale (34 %).
- Près de 84 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Laval¹, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	270	320 ↑
Nombre approximatif de personnes salariées ^{2,3}	5 080	5 160
Revenus ^{4,5}	548,4 M\$	528,4 M\$

↑ Estimation de 2022 significativement supérieure à celle de 2016 au seuil de 0,05.
1. Il s'agit généralement de la région administrative où se situe le siège social de l'entreprise.
2. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.
3. À l'édition 2016, le nombre de personnes salariées d'une entreprise est celui relevé à la dernière période de paye du mois de mars 2017. À l'édition 2022, il s'agit plutôt de celui relevé au moment où il y avait le plus de personnes employées sur la liste de paye de l'entreprise au cours de son exercice financier. Cela pourrait influencer les estimations de 2022 à la hausse.
4. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.
5. Contrairement à l'édition 2016, l'édition 2022 n'inclut pas dans les revenus les services reçus comptabilisés, ou contributions en nature, car ils ne peuvent pas réellement être considérés comme des revenus dans les états financiers puisqu'ils ne sont associés à aucune dépense. Cela pourrait influencer les estimations de 2022 à la baisse.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.